

LA BOUCHE DE FER

LIBERTAIRE
NEOSYNTHESTE
MENSUEL CRITIQUE DU GROUPE ETUDE ET ACTION



DANS CE NUMERO PG 11
Bilan Critique de l'Espagne
libertaire par Crabouibouif



Numéro 10 – Octobre – 2020

Ce numéro abordera plusieurs sujets, sociétaux, politiques et informatifs.
Chaque mois, la revue mensuelle combat l'immobilisme idéologique et explore les possibles.



À 11h30 ce jeudi 8 octobre, quelques quarante-cinq membres du parti néonazi grec Aube Doré ont été condamnés pour « appartenance » à une « organisation criminelle » par la cour pénale d'Athènes au terme d'un procès de plus de cinq ans et demi. Cette décision historique en Europe devrait faire précédent, c'est la première fois depuis Nuremberg qu'un parti politique est condamné pour ces motifs¹.

Fondée par Nikos Michaloliakos, soutien de la dictature et « désigné par Georges Papadopoulos pour diriger la section de jeunesse du parti d'extrême droite Epen »², la formation apparaît dans les années 1980 avant de se constituer en parti en 1993. Marginal jusqu'en 2009 où il n'obtient que 0,29 % des suffrages, la crise économique favorise son ascension jusqu'en 2012 où 18 de ses représentants sont élus au Parlement³. Il devient même troisième parti à la faveur des européennes en 2014 rassemblant 9,40 % des votes. Pourtant ses agissements sont connus et se font en toute impunité au grand jour, les cadres organisent des ratonnades de migrant·es et de militant·es de gauche, surmédiatisant quelques distributions de nourriture symboliques aux « vrais grecs » afin de couvrir leur soutien systématique aux mesures d'austérité de la droite conservatrice. Le point de non retour est atteint avec l'assassinat du rappeur Pávlos Fýssas en 2013 – meurtre qui aurait pu passer inaperçu comme un simple affrontement de « jeunes de banlieues » si une policière n'avait réagi au milieu de ses collègues, spectateurs passifs de la scène⁴.

S'il a fallu attendre cet assassinat pour observer une réaction des autorités, les antifascistes les ont combattu dès le début – Aube Dorée ciblant spécifiquement les militant·es de gauche. « *Le must du must? S'affronter avec les anarchistes, nos ennemis les plus durs* », se souvient un ancien membre d'Aube Dorée en 2013. « *Ils nous combattaient avec hargne et, nous, on voulait les abattre* »⁵.

Toutefois, malgré l'ampleur démesurée du mouvement, il s'agit là d'une des manifestations les plus visibles du racisme qui fait habituellement l'objet d'un consensus général dans sa condamnation. Si nous devons dénoncer ce racisme décomplexé, il faut aussi garder à l'esprit la dimension historique et structurelle du phénomène et ne pas nous défaire de notre responsabilité en le réduisant à des postures facilement identifiables.

¹« En Grèce, la condamnation d'Aube dorée signe la chute du parti néonazi », Élixa Perriguer, *Mediapart*, 8 octobre 2020.

²« Le « petit führer grec » à la barre », Lina Sankari, *L'Humanité*, 6 novembre 2019.

³« Aube Dorée, le choc », Corina Vasilopoulou, *Le Monde Diplomatique* « Manière de voir », avril-mai 2014.

⁴« Grèce Aube dorée, contre-enquête sur un assassinat », Maria Malagardis, *Libération*, 26 octobre 2013.

⁵« Un ancien membre d'Aube dorée témoigne: "On voulait abattre les anarchistes" », Angélique Kourounis, *LaLibre.be*, 2 octobre 2013.



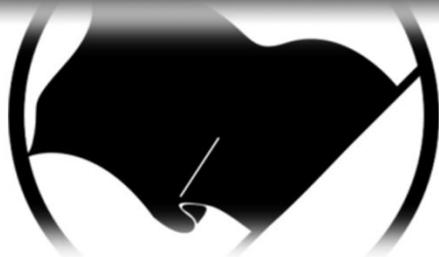
Ces événements doivent aussi nous inciter à la prudence et la circonspection vis-à-vis du discours libéral. Ses condamnations timides semblent moins avoir pour objet la montée des idées nauséabondes incarnées par Aube Dorée, que la peur du conflit et de l'instabilité au travers une supposée spirale de vendettas entre militant·es antifascistes et milices néonazies criminelles. « Grèce : après l'attaque contre Aube dorée, une spirale de violences ? » titrait *Le Point* en Novembre 2013, avant de disserter longuement des cellules anarchistes d'action directe en Grèce et de leurs dangers. La *statu quo virtu* a pour seule obsession l'ordre social policé assurant la tranquillité des affaires, quitte à s'effacer face aux principes destructeurs du fascisme.

Cet idéal qui consiste à renvoyer dos-à-dos l'ensemble des discours indépendamment de leur contenu et de leur contexte d'énonciation, de porter aux nues une prétendue neutralité au prétexte d'une certaine vision du « débat démocratique » doit être critiqué. Son souhait de préserver l'ordre social est une marque du pouvoir étatique lui-même, ce que montre Rai Ling, collaborateur du C4SS (centre pour une société sans État), traduit dans ce numéro par Rosenklippe. Vous trouverez par ailleurs un article de Crabouibouif sur les réalisations de l'Espagne libertaire et une chronique de Gecko sur le désir post-capitaliste.



TABLE DES MATIERES

| ARTICLES DES MEMBRES



« Une réponse Anarchiste au débat sur la liberté d'expression »

de Rail Ling traduit par Rosenklippe

5



« Bilan critique de l'Espagne Libertaire » par Crabouibouif

11



« Le sens du désir révolutionnaire » par Gecko

16



CONTACTS



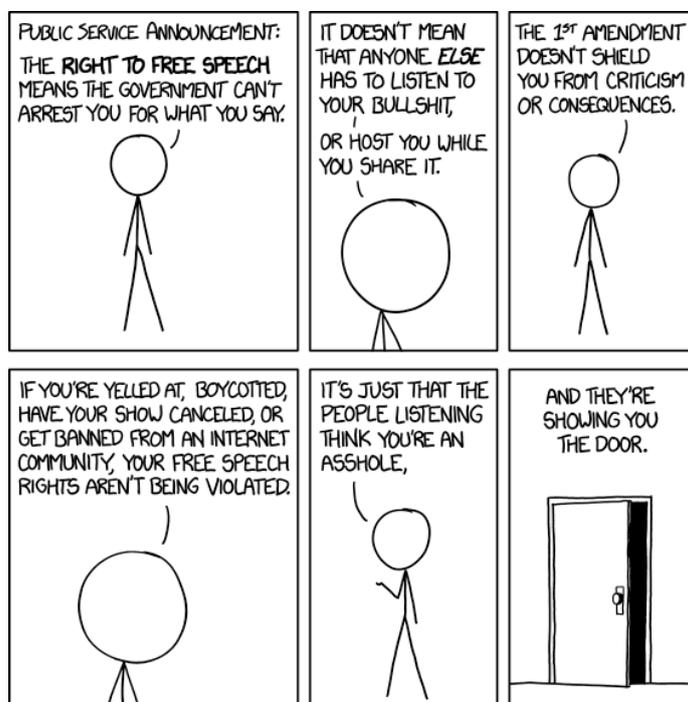


Une réponse Anarchiste au débat sur la liberté d'expression

Rai Ling – 2018 – Traduit par Rosenklippe

Article originellement publié sur le site du C4SS, sous le nom :

An Anarchist Response to the Free Speech Debate



RAI LING EST UN ANARCHISTE SANS ADJECTIFS ASSOCIE AU C4SS (CENTRE POUR UNE SOCIETE SANS ÉTAT). L'ARTICLE ORIGINAL PEUT ETRE RETROUVE ICI.

Introduction

Autrefois défendue par les anarchistes, la gauche et le libéralisme, la liberté d'expression, ces derniers temps, est devenue un argument de droite. Là où le mouvement pour la liberté d'expression des années 60 s'opposait aux sanctions gouvernementales et à la répression des manifestations et des opinions contestataires, la droite aujourd'hui se concentre principalement sur les questions suivantes : les figures politiques de droite se voyant refuser l'accès aux plateformes médiatiques, la censure sur les réseaux sociaux, l'utilisation d'accusations telles que « raciste » ou « transphobe » pour taire les voix contestataires, et les antifascistes confrontant les manifestations d'extrême droite, parfois avec violence. Mais les préoccupations de la droite pour la « liberté d'expression » ne sont pas justifiées et ont très peu à voir avec une liberté politique significative.

Jusqu'à maintenant, le libéralisme a traité le principe de liberté d'expression comme un droit sacrosaint. Par conséquent, la question a été souvent abordée en citant des conventions juridiques, en faisant valoir que les entreprises privées n'ont aucune obligation légale de donner une plateforme ou un travail à des personnes de droite participant propageant des discours haineux, [définis comme](#) des « discours qui attaquent une personne ou un groupe sur la base d'attributs d'origines ethniques ou nationales, sur la base de l'orientation sexuelle, des handicaps ou du genre ». Ainsi, personne n'enfreint la liberté d'expression de qui que ce soit en licenciant ou en retirant des plateformes les individus haineux. Les anarchistes pourraient vaguement reconnaître cela car même sans intervention étatique, ces pratiques en reviennent aux questions de la libre association. Nous avons nous aussi tendance également à nous opposer aux « discours haineux », mais nous ne souhaitons pas voir l'État se mêler de ces questions. Nous préférons plutôt la libre association et l'action directe décentralisée pour faire respecter les libertés et combattre la haine. (...)

Une approche anarchiste à la liberté d'expression

Nous abordons la question d'une autre façon que le libéralisme, en rejetant le légalisme qui permet aux plateformes privées de ne pas être responsables des propos des utilisatrices, et oblige les entités publiques à accepter tout intervenant.e, ce qui conduit régulièrement les institutions à mettre en avant des figures d'extrême droite comme Richard Spencer. Je proposerai à la place un cadre différent : le dialogue ouvert comme phénomène décentralisé, *bottom-up* et stigmergique, fondé sur l'échange réciproque, en opposition à l'application étatique du dialogue. Les anarchistes ne souhaitent pas altérer superficiellement la conception étatique du dialogue en pointant du doigt ce qui doit ou ne doit pas être autorisé *a priori*, mais en rejetant cette formule en bloc. En niant l'autorité, nous abolissons le statut élevé que l'état a donné au discours public, à la propriété, à l'identité nationale, etc., ainsi que la dynamique de pouvoir fortement biaisée qui réprime les voix des groupes marginalisés et amplifie les voix des groupes riches et puissants, [un point développé dans Rolling Thunder](#) :

Il ne peut pas y avoir de véritable libre expression hormis entre personnes égales – entre des partis qui ne sont pas seulement égaux devant la loi, mais qui ont également un égal accès aux ressources et un droit d'expression égal dans le monde qu'ils partagent. Peut-on vraiment dire qu'une employée est aussi libre de s'exprimer que son patron, si ce dernier peut lui retirer sa source de revenus ? (...)

En mettant l'accent sur l'échange réciproque dans le dialogue, nous mettons en avant la subjectivité tout en repoussant les formes de discours absolutistes qui cherchent à invalider les identités des gens, à les déshumaniser et à justifier l'oppression. La parole n'est pas un droit donné par l'État, mais une capacité que nous avons toutes. Cela signifie que chacun.e serait libre de s'exprimer comme iel l'entend, mais que personne n'est au-delà de la responsabilité, ce qui peut les amener à voir leurs opinions confrontées ou à être déplatformé.

Le premier contre-argument qui vient à l'esprit est que la liberté d'expression comme phénomène *bottom-up*, ascendant, peut facilement se transformer en tyrannie de la majorité. Je répondrais que la censure de masse n'est pas possible sans recourir à une autorité centralisée (un état) avec la capacité de contrôler uniformément tout le monde et de dicter et appliquer des règlements. Les personnes ayant des opinions perçues comme repoussantes pour la société dans son ensemble seraient toujours libres d'exprimer leur opinion en ligne ou en privé ; toute société donnée a un large éventail d'espaces répondant à une variété de points de vue et d'opinions. (...)

Pourquoi déplatformons-nous ?

Si une société non-étatique est susceptible de rejeter des idées qui reposent sur, justifient ou poussent à des formes de domination telles que la transphobie, le racisme, l'homophobie, la misogynie et le nationalisme, il est important de présenter le raisonnement derrière notre rejet des discours haineux.

1. Les démagogues de droite étant déplatformés et la censure sur les réseaux sociaux

Les discours ne prennent pas toujours place dans un système fermé, dans le vide ; en soutenant certaines voix, nous pouvons en supprimer d'autres. Considérez un lieu de travail hostile où l'on questionnerait constamment l'identité de genre des travailleuses trans ou où l'on ferait des commentaires racistes. Dans un tel milieu, si un.e employeuse refuse d'agir, au nom de la liberté d'expression, il est probable que les personnes victimes de ces comportements s'isolent ou bien seront chassées du lieu de travail.

Dans ce cadre, la liberté d'expression n'est pas une question de supporter sans aucune question un principe sacré sans aucun regard sur ce qui est exprimé. Nous devrions plutôt aller au delà des principes et considérer les dynamiques de pouvoir sous-jacentes à travers lesquelles la « libre » expression peut en revenir à l'oppression. La liberté d'expression n'est pas toujours un principe neutre, non seulement à cause du [système massif et bien financé de propagande](#) qui propage des

théories d'extrême droite, mais aussi du fait du phénomène par lequel les discours haineux font taire les groupes marginalisés.

Ainsi, plutôt que de défendre et d'appliquer la liberté d'expression en bloc, nous devrions entreprendre une approche plus nuancée et considérer quelles voix nous voudrions prioriser. En d'autres termes, il s'agit vraiment de choisir notre camp – quelle parole souhaitons-nous défendre ?

Des questions portant sur des sujets comme l'existence de l'holocauste ou le droit aux personnes trans d'être correctement genrées ne méritent pas le bénéfice d'une plateforme. Non seulement parce que ces sujets de discussion vont faire taire les voix des personnes concerné.es, mais aussi parce que ces questions n'ont aucun intérêt académique et n'apportent rien à la discussion. Une personne juive ne devrait pas avoir à débattre avec des gens favorables au nazisme sur la question de savoir si elle devrait être gazée ou non, une personne racisée ne devrait pas avoir à réfuter le fait qu'elle appartient à une espèce différente, et une personne transgenre ne devrait pas avoir à défendre la validité de son identité de genre. Ces débats ne sont pas appropriés dans un contexte académique où les personnes juives, racisées, transgenres viennent pour *apprendre* et non pour défendre leur droit d'exister.

Les réseaux sociaux traditionnels devraient viser de telles normes. S'ils donnent la possibilité aux utilisatrices de créer de véritables chambres d'échos, les plateformes qui visent à construire des environnements inclusifs devraient prendre le choix de supprimer les comptes promouvant des discours haineux, pour pouvoir combattre la normalisation de ces derniers. Bien sûr, cela ne signifie pas que les points de vue haineux n'aient nulle part ailleurs où aller sur internet.

Bon nombre des questions soulevées ont déjà été en grande partie résolues par leurs domaines de recherche respectifs ; l'histoire, les études de genre, la biologie, les études post-coloniales, etc. Prenons par exemple le débat sur l'identité trans ; le genre et le sexe sont différents, les conceptions dichotomiques du sexe sont coupables d'essentialisme, [le genre est mieux visualisé sous la forme d'un spectre](#) et [il existe des marqueurs biologiques relatifs à la transidentité](#) (et qui peuvent encore n'être qu'une petite partie d'une image beaucoup plus large). Des personnes telles que Ben Shapiro qui refusent sciemment de reconnaître l'énorme masse de preuves existantes n'ont rien à ajouter à la discussion hormis des mensonges.

Aujourd'hui, l'idéologie sous-jacente qui motive l'extrême droite n'est pas celle d'une enquête académique ouverte, mais la haine, chose que les soi-disant « libéraux classiques » (« *classical liberals* ») (ou racistes ne s'assumant pas) n'ont pas saisi avant de soutenir l'extrême droite. (...)

Un bon exemple de cette dynamique peut être trouvée dans la récente polémique à propos de l'ouvrage de Bruce Gilley « *The Case for Colonialism* » (« *En faveur du colonialisme* »), ce qui avait abouti à la réception par l'éditeur de *Third World Quarterly* de lettres de menaces. En cherchant des commentaires de droite sur le sujet, j'ai trouvé [un petit article d'opinion](#) qui se contente de

contourner la question, en affirmant que le contrarianisme insipide serait important pour le discours universitaire. *Oui, des millions de personnes sont mortes, mais quid des chemins de fer ? Et si le colonialisme ne s'était pas produit ?* Ces questions servent à rétrospectivement prendre la défense de l'oppression et du génocide et de la suppression de l'expérience des personnes colonisées, qui après des décennies de répression font désormais face à des académicien.nes essayant de justifier leur souffrance. Pour ceux qui défendent cette conception fade et édulcorée de la liberté d'expression, il n'y a pas de contextes sociaux dans lesquels le débat académique prendrait place. (...)

2. L'utilisation d'accusations telles que « raciste » ou « transphobe » servant à taire les voix dissidentes

Les gens de droite qui comprennent l'impact de ces termes reproduisent involontairement les arguments utilisés par les groupes marginalisés pour justifier le fait de déplatformer les discours haineux. Il est certainement vrai que le fait de rejeter et ignorer les discours transphobes, racistes ou islamophobes a l'effet implicite de réduire au silence ceux qui les tiennent. (..) Il n'y a franchement aucune discussion à avoir avec des groupes qui promeuvent la haine, car les effets négatifs d'un discours complètement débridé vont dans les deux sens.

Jordan Peterson en vient à cette conclusion lorsqu'il [examine le mot « islamophobie »](#). Dans son interview il affirme s'opposer à tout ce qui pourrait « *limiter ce qu'on a le droit de dire que ce soit de façon **implicite** ou explicite* », défendant ainsi cette même conception absolutiste de la liberté d'expression que je rejette. Il continue, « *Je vois [l'islamophobie] comme un mot répréhensible ; je n'aime pas ce mot car la phobie a une signification médicale/psychologique et ce mot a été réapproprié pour un usage idéologique et appliqué à tout les conflits émotionnels ou idéologiques entre différents groupes d'identités... il est structurellement manipulateur.* » Ici, l'observation de Peterson est techniquement vraie ; cependant ce qu'il fait n'est pas défendre un principe neutre mais plutôt choisir un camp. Plutôt que de défendre la liberté d'expression des personnes musulmanes, il choisit de se ranger du côté des différentes « phobies » qui mettent en avant des généralisations déshumanisantes, rejettent la subjectivité d'autrui (au profit de leur propre subjectivité) et plus ou moins explicitement ou implicitement défendent l'usage de la violence et des programmes tels que la déportation de masse. La question de savoir si certaines idées doivent faire l'objet d'une discussion relève du choix de chaque forum individuellement. Si ces points de discussion peuvent être les bienvenus dans les domaines dominés par la droite politique, nous n'avons aucune obligation de leur faire preuve de la même courtoisie.

3. Les antifascistes confrontant violemment les rassemblements d'extrême droite

Avec cette dernière question, notre discussion passe du domaine de la parole à celui de l'action. Lorsque les antifascistes s'organisent dans la rue, ils se mobilisent généralement contre des personnes se revendiquant souvent ouvertement favorables au nazisme, au nationalisme blanc, et à l'alt-right, et qui soutiennent la violence et agissent selon leurs intentions. La rhétorique d'extrême

droite consiste souvent en des menaces directes que nous n'avons aucune raison d'ignorer à la lumière des événements récents. Aujourd'hui, même les rassemblements organisés par des éléments moins extrémistes sont régulièrement récupérés par l'extrême droite qui s'en servent pour recruter et répandre leurs idées.

Aux États-Unis, l'extrême droite a été responsable de [73% des attaques terroristes](#) depuis 2001. (...) Permettre à ces gens de s'organiser librement et en public, de former des réseaux et de recruter des membres n'est pas une option car cela pose une menace pour la sécurité d'autrui. Les mouvements limités à internet ne parviennent usuellement pas à avoir un impact si les membres restent anonymes et ne peuvent se faire mutuellement confiance. S'organiser et se rencontrer en personne est important pour créer un momentum. C'est précisément pourquoi l'extrême droite a ces rassemblements en premier lieu. Avec ces considérations à l'esprit, empêcher la tenue des rassemblements fascistes peut être considérée comme indistinguable de l'autodéfense. (...)

Depuis le début de la vague récente de rassemblements, beaucoup de gens se sont mis à questionner les antifas sur des bases tactiques, en argumentant que les tactiques violentes ne feraient qu'augmenter la visibilité des discours et idées de droite, un point que nous devrions effectivement prendre sérieusement. Cependant, pourquoi ne pas demander directement à Richard Spencer, le de facto leader de l'alt-right, ce qu'il en pense ? Spencer a attribué la fin de sa tournée d'universités à antifa et a déclaré qu'« antifa est en train de gagner ». Le rassemblement « Unite the Right 2 » n'a eu qu'une vingtaine de participants et [Milo Yiannopoulos ne semble pas souhaiter continuer ces rassemblements](#) par crainte des violences potentielles.

Conclusion

Conceptualisée du point de vue anarchiste, la liberté d'expression prend forme au sein d'un cadre de réciprocité, où les différentes parties s'engagent dans un dialogue mutuellement bénéfique. Dès le moment où ce dialogue perd cette caractéristique, les participant.es sont libres de se retirer de la relation sociale ou se défendre si le besoin s'en fait sentir. Aujourd'hui la liberté d'expression, que ce soit pour le libéralisme ou la droite, est posée comme un principe *a priori*, qui est contingent à l'autorité et ignore le fait que certaines formes d'expression en répriment d'autres. Il est temps d'aller au delà de ces visions étroites et comprendre qu'en réalité la « liberté d'expression » n'est pas la véritable question, mais bien plutôt qu'elle agit comme écran de fumée au service de réacs qui en profitent pour mettre en avant leurs discours et répandre leurs idées.



BILAN CRITIQUE DE L'ESPAGNE

LIBERTAIRE

PAR CRABOUBOUIF – PREMIERE PARTIE

Ce bilan critique s'inspire essentiellement du livre *La CNT dans la révolution espagnole* (1952) de José Peirats, ancien membre de la CNT, et du travail de Bartholomé Bennassar dans *La Guerre d'Espagne et ses lendemains* (2006). L'objet de cette étude est de synthétiser les points cruciaux de la révolution libertaire espagnole et d'en tirer des idées nouvelles pour nourrir notre réflexion.

CONTEXTE

Au XX^e siècle, le mouvement libertaire espagnol installa une véritable alternative politique, sociale et économique. À travers la Confédération Nationale du Travail (CNT) et la Fédération Anarchiste Ibérique (FAI), les socialistes radicaux antiétatistes ont joué un rôle décisif dans la Guerre Civile Espagnole, allant jusqu'à former des communes indépendantes à l'Est de l'Espagne, tout en trouvant un soutien puissant chez les populations paysannes et ouvrières.

Pour commencer, en 1880 deux stratégies politiques s'opposent : l'illégalisme (Andalousie) et l'organisme (Catalogne).

José Llunas à la tête de ce dernier mouvement déclare alors :

« C'est avec les armes de la raison et de l'intelligence, en nous instruisant et en nous cultivant – en un mot, au moyen de la révolution scientifique et pas par des émeutes et des rébellions –, que nous chercherons à réaliser nos idéaux »

Certain·es leader·euses organistes tentent de minimiser ces actions mais de nombreux meurtres et attentats sont commis par les militant·es anarchistes. En 1902, des grèves de solidarité envers les métallurgistes sont lancés par les libertaires. Les mouvements sociaux anarchistes, de plus en plus déterminés et influents, sont réprimés dès 1908 à travers la « loi de répression de l'anarchisme » promulguée par le ministre de l'intérieur d'alors, Juan de la Cierva.

La CNT est créée entre 1909-1910, le mouvement rallié à l'anarcho-syndicalisme est lui aussi réprimé : il n'agit qu'à partir de 1914 et s'implante véritablement en Catalogne en 1918 où un congrès prend place dans la ville de Barcelone. Il en ressort des mesures telles que l'adoption de l'action directe comme moyen d'action et la mise en œuvre de la stratégie du « syndicat unique ». Elles évoquent le passé du mouvement et témoignent de la capacité qu'a alors la CNT de rassembler et d'organiser les militant·es illégalistes et organistes.

A partir de 1918 le mouvement est en plein essor et il est ainsi possible de proclamer et de pratiquer de telles décisions au niveau national. D'un côté, la pratique du « syndicat unique » permet aux travailleur·euses libertaires de prendre en main de nombreuses usines et moyens de production. De l'autre, l'action directe, qui englobe toutes les actions de contestation et d'entraide, permet à tous les militant·es non-travailleur·euses d'agir. Évidemment, ces pratiques avaient déjà cours sur le terrain, le congrès n'a fait que les reconnaître et les amplifier en contribuant à favoriser la coopération entre les niveaux local et national.

Les effectifs du mouvement libertaire en 1918 sont incroyablement supérieurs aux chiffres de 1876.

Régions	Affilié·es
Catalogne	427 086
Levant	132 223
Andalousie	90 750
Le Nord	28 575
Aragon	18 175
Le Centre	4481
Les Canaries et les Baléares	1081
Les Asturies	12 500
La Galice	9000
Pays Basque	4000
Santander	2500
Navarre	500

Entre 1876 et 1877, alors que le mouvement libertaire est représenté par « *Solidaridad Obrera* » (*Solidarité ouvrière*), il compte plus de 700 000 adhérent·es/militant·es. Le congrès de l'époque rassemble quelques milliers de militant·es (alors même que toutes les régions n'y sont pas représentées). La ligne idéologique sortante reste le communisme anarchiste. Le sabotage intelligent est mis en avant, mais la fusion avec l'UGT est déclinée en raison de divergences idéologiques trop profondes, tandis que l'Internationale Communiste est rejointe en raison de son aspect révolutionnaire.

Malheureusement la CNT fait face à partir de 1920 au *pistolisme* et se retrouve isolée, ne trouvant pas d'aide auprès de l'UGT. De 1919 à 1923 de nombreux membres sont exécutés après le Putsch de Rivera par la main du

Bilan numérique du congrès de 1918

« *terrorisme blanc* » qui prétend contrecarrer le « *terrorisme syndical* ».

La CNT se fait discrète jusqu'en 1927 où elle participe à la création de la FAI. En 1933 est lancée une Grève électorale : « *Face aux urnes, la révolution sociales* ». Les statuts de la CNT déclarent : « *Si la défaite de la gauche entraîne le triomphe des forces de droite, elles déclencheront la révolution sociales* ». La droite obtient la majorité et simultanément des comités révolutionnaires sont créés dans les villages et villes d'Aragon et de la Rioja. Ce soulèvement est réprimé, et on décompte 87 morts et plus de 700 condamnations au bagne.

Isaac Puente, insurgé, écrit en prison :

« *Tout le ferment anarchiste de la Confédération, sa partie vitale et active, fut mis en œuvre pour déclencher l'action révolutionnaire et y entraîner la partie en retrait et passive de la CNT, qui ne se mobilisa que dans certains villages. Le peuple qui souffre, freiné par la peur héréditaire et une éducation conformiste, ne se laissa pas non plus emporter par l'enthousiasme révolutionnaire qui*

aimait les « guides », ceux qui interprètent, avec leur impatience et leur foi, l'élan rénovateur de la société. »

Cette révolte n'est pas une défaite, elle montre aux sceptiques que la révolution est possible aux côtés de la CNT et de ses militant·es.

La fatalité de la « révolution » s'inscrit dans le milieu militant de la FAI. Alors que la CNT s'implante dans les industries du pays, des journaux Libertaires circule dans la population : Le mouvement libertaire espagnol se renforce en prévision de la montée des forces réactionnaires, toujours plus virulentes. Les années 1933-1936 connaissent des crises politiques et sociales qui poussent les populations à prendre parti politiquement.

On peut supposer que la CNT n'aurait jamais eu autant de soutiens et de membres si la situation de la population espagnole avait été moins défavorable.

Le 18 juillet 1936, toute l'Espagne est sous tension, le gouvernement républicain fait face aux menaces de putsch de Franco et la CNT se prépare à la révolution. Le 19, les forces de droite tentent de faire tomber Madrid, bastion républicain, la partie ouest du pays est prise par l'armée franquiste, tandis que l'Est tombe aux mains de la CNT. Barcelone est la première ville à être libérée, les fascistes sont écrasés par les milices révolutionnaires s'improvisant aux canons, aux grenades, prenant possession des casernes de la ville, après de longs combats urbains et plusieurs redditions chez les forces armées.

Si bien que la ville est complètement sous le contrôle des milices antifascistes au 20 juillet.

Mais la situation n'est pas aussi favorable dans le pays, comme à Madrid où les miliciens de la CNT sont isolés et privés de moyens d'action, la ville est assiégée par l'armée et bombardée par l'artillerie fasciste.

Le 24 juillet, 10 000 volontaires antifascistes Barcelonais marchent vers Saragosse, guidés par Buenaventura Durruti.

Le 28 juillet, le retour au travail est décrété à Barcelone par la Fédération locale.

De nombreuses actions s'ensuivent : réquisition des habitats abandonnés, baisse de loyers de 25% (décret du gouvernement républicain), mise en place de sections au sein des entreprises qui élisent des comités locaux (par entreprise) pour prendre en charge le matériel de service nécessaire aux travailleur·ses.

Ces comités se chargent aussi des titres et dépôts bancaires de leur entreprise. Des dynamiques nouvelles naissent : suppressions des salaires élevés et du personnel inutile, une revalorisation du salaire accompagnée d'une régulation horaire de travail, mise en place de nouveaux services et d'assurances sociales pour les habitant·es.

Si nous pouvions simplifier le déroulement de ces évènements :

- Pratique de l'illégalisme par certains anarchistes (action directe).
- Entre 1902 et 1908 le mouvement est réprimé du fait de sa forme insurrectionnelle.
- La CNT (libertaires syndicalistes) est construite à partir de 1909.
- En 1918, la CNT rejoint l'internationale communiste et adopte le sabotage intelligent et la pratique du syndicat unique.
- De 1920 à 1927 le mouvement anarchiste est réprimé.
- En 1933 la CNT lance une grève générale et s'implante dans de nombreux villages alors que la droite gagne les élections renforçant ainsi sa base militante.
- En 1936 la CNT mène une résistance antifasciste de grande envergure grâce à son implantation dans l'Est du pays.

Nous allons maintenant étudier la situation économique des principales régions sous contrôle antifasciste. Ensuite, nous évoquerons l'aspect politique.

SITUATION ECONOMIQUE

Industrie et socialisation

Au début de la campagne de collectivisation, dans le secteur du transport on compte 3000 travailleurs de tramways, 378 aux métros et 700 aux autobus dans la province de Catalogne. Chiffres qui augmentent après la mise en place de la semaine de 40 heures. Tous offrent à la population des moyens de transports assez rapidement et sans problèmes malgré le contexte. L'entreprise de service rassemble les trois moyens de transport et se divise en trois comités ouvriers se coordonnant entre eux pour poursuivre la reconstruction sociale de la province. Précédemment en grève, ce secteur sous contrôle ouvrier provoque aussi le licenciement de hauts fonctionnaires « briseurs de grèves ».

Il faut noter que ces prises de pouvoir des moyens de production par les ouvrier-es, ou collectivisations, sont pour une grande partie impulsées par la CNT, sauf exception pour les ports et entreprises nautiques où l'UGT devance sur la collectivisation (à Barcelone).

Cette implantation diversifiée et numérique permet à la CNT d'avoir une base de reconnaissance au sein de la classe ouvrière tout en lui permettant de s'organiser par elle-même. L'anarcho-syndicalisme est d'autant plus présent au sein des masses que le syndicat est perçu comme le dernier rempart entre la bourgeoisie et le prolétariat.

En Catalogne, on note aussi de multiples mesures : journée de 6 heures, égalité entre patrons, travailleur-es et ouvrier-es dans les entreprises collectivisées, accès aux comités paysans autorisé pour les petits propriétaires sans collectivisation de leurs terres, construction de nouveaux bâtiments consacrés à l'alimentaire pour faire face aux difficultés de rendement des boulangeries (du fait du

salaire minimum élevé), rénovation de plusieurs infrastructures, communiqués ouvriers dans la presse, etc.

L'ensemble des organes de production de Barcelone est en état de marche, de nombreuses initiatives sont initiées pour satisfaire au besoin des habitant·es.

Cette prise de pouvoir ouvrier et paysan est aussi accompagnée dans l'Est du pays, alors que les milices antifascistes du Levant finissent de mater les insurgés, Ainsi de nombreux villages suivent une démarche révolutionnaire aux passages des milices, constituant les leurs par l'action des combattant·es mais aussi des collectivités et des comités. Certains, sous contrôle des habitant·es, gèrent le système monétaire local : maintien de la monnaie officielle et/ou monnaie imprimée.

Au niveau du salaire ou des subventions aux travailleur·euses, on note un sexisme latent, où les normes salariales inscrivent même le titre de chef de famille.

A Valence, la CNT est en charge de 129 usines ou ateliers textiles. Elle est prééminente en Catalogne où plus de 170 000 des 230 000 travailleur·euses proviennent de la confédération, et où est organisé un système centralisé de planification. Bennessar note ainsi une baisse de production sur les années de collectivisation de ce secteur, non pas du fait de la productivité mais de la matière première (provenant de territoires sous contrôle nationaliste), la vente et la baisse du cours de la peseta.

On ne parle pas ici d'une révolution anarchiste mais plutôt du soulèvement d'un peuple méprisé par la caste politique. Guidé par divers révolutionnaires pour répondre au coup d'État de la droite conservatrice beaucoup plus unie face aux « bolchéviks ». La coopération au sein des villes, entre les socialistes réformistes, stalinistes et anarchistes complexifie la situation. Cette concurrence idéologique mène la CNT à troquer son apolitisme révolutionnaire et anarchiste pour un apolitisme « de gauche antifasciste », assurant ainsi sa place dans le théâtre de la gauche espagnole.

Ainsi les résultats des collectivisations industrielles restent mitigées – à l'exception du domaine agricole en Aragon – et ne sont pas forcément dus aux libertaires, mais plutôt aux conditions du soulèvement. Les situations sont diverses et particulières dans chaque village, région et province.

La constitution de comité d'ouvriers reste une chose essentielle qu'il serait possible de reproduire aujourd'hui, cela leur permet de gérer d'eux·elles-même l'entreprise. Certaines choses peuvent et doivent être imposées : les services de premières nécessités (chauffages, cantines ...), salles de repos, organisations d'activités externes etc. La CNT veut donner de l'importance au travail, lui donner une nouvelle face, supprimer l'ancien système pour insuffler une raison à la révolution au sein de la population.

Néanmoins il est aussi important de noter que ces pratiques sociales ne sont pas réservées à l'idéologie anarcho-syndicaliste (les anarchistes espagnols étant aussi majoritairement influencés par le collectivisme). Le mutuellisme apporte aussi des solutions à l'établissement d'instances d'entraide. *Suite dans le prochain numéro.*



LE SENS DU DESIR REVOLUTIONNAIRE

Chronique de Gecko



Capture d'écran de la saison 2 d'Utopia (série de Dennis Kelly, 2014)

On gère la dette comme on gère l'écologie, petites actions et grandes attentes. Il faut serrer la ceinture, réduire le déficit, attendre, attendre encore, recycler, ré-utiliser, ne plus faire de projet et attendre toujours. Il ne faut pas s'arrêter au « qu'est-ce qu'on attend » mais exiger une réponse, s'il y a attente c'est qu'il y a espoir d'un « retour à la normale », mais laquelle ?

L'écologie sociale de Bookchin a ceci de cent fois plus sexy que l'écologie profonde. Il ne dit pas qu'on va se couper du monde, arrêter de consommer, vivre en ascète, il offre des robots, des collectivités autogérées, du bonheur en barre : des machines compatibles avec l'écologie ! Elles réduisent votre temps de travail et vous débarrassent des tâches ingrates⁶. Et puis venez, on va rediscuter de cette histoire de salariat, est-ce que ça vaut vraiment le coup ? Voulez vous *réellement* savoir où mène la logique de la privation, des petites restrictions, de l'individualisation ? À de l'anti-natalisme de la demi-mesure : économisez 6500 voyages en avions, ne faites pas de gosses⁷. Allez jusqu'au bout, ne faites que des parents⁸ !

Bookchin dit : Décentralisez tout ! Réorganisation ! Grand projet ! Grandes espérances ! Ne venez pas nous parler de norme, de restriction, de contrainte, de domination de classe, la norme est déjà un projet normatif, on la subit, elle nous intègre, on joue dans ce jeu qui change les règles selon ses joueurs·ses. Le capitalisme est axiomatique s'écrient alors les szhizonéticiens ! Il contrôle la limite,

⁶Voir à ce sujet Murray Bookchin. *Post-Scarcity Anarchism* (1971).

⁷« That's the equivalent to six and a half thousand flights to paris utopia », réplique donnée par un personnage de la série *Utopia* (2014) au début du sixième épisode de la saison 2.

⁸Voir les propositions de Donna Haraway dans *Vivre avec le trouble* (2020)

adapte les règles. Ou plutôt faut-il dire que ce dépassement permanent est partie intégrante de son fonctionnement. Une part substantielle d'entre nous a accès à son offre, aux postes de commande on nous demande : et toi, que désires tu ? Selon vous, qu'est-ce qui a fait gagner Thatcher, Reagan et consort ?⁹ Les travailleur·ses étaient pourtant prévenus des risques de chômage et de misère, mais à ça, d'autres promettaient des alternatives, du changement, du nouveau, un projet ! Des grands buildings, des vaisseaux spatiaux, de la connexion internet.

Ce que je veux dans l'immédiat, c'est jouer aux jeux vidéos, voir des films, des séries, lire des livres, voyager, visiter... ce qu'on m'a appris à faire ? Ce dont on m'a donné les moyens de faire ! De la liberté réelle pour mon petit cas particulier au détriment d'autres habitants de pays au passé volé me direz vous. C'est là que réside l'aspect révolutionnaire « positif » du capitalisme et c'est à sa pointe, chez nous, que naissent les nouvelles possibles qui justifient cette configurations. Iels veulent quoi les nouvelles générations ? Baiser sans craindre les viols ? Pouvoir dire oui ou non. Choisir : oui aujourd'hui, non demain, oui maintenant, non tout à l'heure, faire des projets sans heurter de plafond de verre. C'est pour ça que le féminisme et l'antiracisme peuvent se projeter là où l'anarchisme est moribond. Qui nous l'a appris ? Uber, Tinder, Amazon, MacDo ! Tu veux un produit. Oui ? Non ? Clique sur « non », reviens sur ton choix à tout moment, tu zappes, ne subis plus l'attente, la paperasse des renvois, essayes, *early access*, engages toi, testes par toi-même. Qu'allez vous exiger de nous ? Revenir, sacrifier, sanctifier, renoncer. Mais vous êtes perdu, même pour une réaction ça ne ressemble guère qu'à une marotte égotiste frustrée.

« *En tant que créatures désirantes, nous sommes nous-mêmes ce qui perturbe cet équilibre organique* »¹⁰. Le capitalisme repousse sans cesse la limite mais ne peut assouvir le manque, il se limite à drainer l'énergie de nos pulsions morbides. C'est à nous de le réaliser et de pousser plus loin la Fuite : « *des virus hackant l'Intelligence Artificielle qu'est le Capitalisme de Marché – avant de rompre vers l'en-Dehors [laissant] ses changements indélébiles et reproductibles dans l'ADN du système* »¹¹. Inventez de nouvelles architectures, genres, cosmisme, futurisme, neurodiversité partout, prolifération des normativités !

Que vaut un retour à la solution étrangement fascisante de Samir Amin¹², on ralentit, on coupe les ponts, autarcie, abandon. Non, ce que nous voulons c'est de l'autonomie, toujours plus de liberté, de possibles étendus, les gens sont individualistes – dépassant de loin les définitions restrictives de la Critique pérenne – iels ont besoin des autres, iels ont conscience des fractures, iels mesurent leur participation et rationalisent leurs investissements, c'est un individualisme éclairé, pas un

⁹Voir « « Réalisme capitaliste » ou mode de domination de l'idéologie néolibérale », entretien de Mark Fisher avec Richard Capes, *Inprecor*, 651/652, mai-juin 2018, p. 15-23.

¹⁰« Post Capitalist Desire (Mark Fisher) - Traduction en français », Gecko : https://eanl.org/articles/postcapitalist_desire_traduction/

¹¹Black Cat. « The Anarcho-Accelerationist Primer », 2019, traduction par Rosenklippe :

<https://nidieunicesarnitribunfrançais.wordpress.com/2020/09/01/traduction-introduction-a-lanarchisme-accelerationiste-black-cat/>

¹²Gilles Deleuze, Felix Guattari, *L'Anti-OEdipe*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1972, p. 285.

individualisme de salon, éternel épouvantail des sophocrates érudits. Et « *maintenant que le long spectre sénile de la plus grande reterritorialisation imaginable du processus planétaire se dissipe à l'horizon, l'élan cyberrévolutionnaire coupe les dernières chaînes le liant au passé* »¹³. Accélérez, vous n'avez encore rien vu !

¹³Nick Land, « Machinic Desire », 2011, traduction par Gecko : https://eanl.org/articles/machinic_desire_traduction/

CONTACTS :

L'EANL

EMAIL : E.ARMAND@FEDERATION-ANARCHISTE.ORG ET

EMILLE.ARMAND@PROTONMAIL.COM

FACEBOOK / INSTAGRAM: « EMILE ARMAND » OU « EANL » / « @EANL.MA »

SITE WEB: EANL.ORG

BLOG : [NI DIEU NI CESAR NI TRIBUN BLOG WORDPRESS](http://NI.DIEU.NI.CESAR.NI.TRIBUN.BLOG.WORDPRESS)

Le collectif Collages Féministes LYON

SITE WEB : collagesfeministeslyon.fr

FACEBOOK / INSTAGRAM: « [collages_feministes_lyon](https://www.facebook.com/collages_feministes_lyon) » / « [CollagesLyon](https://www.instagram.com/CollagesLyon) »



Figure 1 : Mercredi soir, Doona, une jeune étudiante transgenre de Montpellier (Hérault) s'est donné la mort. Ses proches accusent le Crous d'avoir menacé de l'expulser de son logement quelques jours avant sa mort.

Figure 2 : Claude Hermant, l'identitaire qui a acquis les armes d'Amedy Coulibaly est Cité comme témoin au procès des attentats de janvier 2015. Le trafiquant d'armes et ancien indic s'est défendu en évoquant un « ratage » policier.



Figure 3 : Après cinq ans et demi de procès et 400 journées d'audiences, un tribunal d'Athènes a jugé que le parti néonazi était une organisation criminelle. L'homme suspecté du meurtre d'un rappeur antifasciste a également été reconnu coupable. Des verdicts salués par 15 000 personnes massées devant le tribunal.

